



Assemblée générale

Distr. générale
14 septembre 2023
Français
Original : anglais, arabe, chinois,
espagnol, français et russe

Soixante-dix-huitième session
Point 125 de l'ordre du jour
Santé mondiale et politique étrangère

Mise en œuvre de la Décennie des Nations Unies pour le vieillissement en bonne santé (2021-2030)

Note du Secrétaire général

Le Secrétaire général a l'honneur de transmettre à l'Assemblée générale le rapport sur la mise en œuvre de la Décennie des Nations Unies pour le vieillissement en bonne santé (2021-2030), établi par l'Organisation mondiale de la Santé en application de la résolution [75/131](#) de l'Assemblée.



Rapport de l'Organisation mondiale de la Santé sur la mise en œuvre de la Décennie des Nations Unies pour le vieillissement en bonne santé (2021-2030)

Résumé

Le présent rapport est soumis en application de la résolution 75/131¹ de l'Assemblée générale, dans laquelle l'Assemblée a invité le Secrétaire général à l'informer de la mise en œuvre de la Décennie des Nations Unies pour le vieillissement en bonne santé (2021-2030) (« Décennie »), dans les rapports triennaux établis par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), qui avait été priée dans une résolution de l'Assemblée générale de diriger la mise en œuvre de la Décennie.

La pandémie de maladie à coronavirus 2019 (COVID-19) a eu un impact profond sur la santé et le bien-être des personnes âgées à l'échelle mondiale, constituant une menace pour les générations actuelles et futures. Des progrès substantiels ont néanmoins été réalisés par les acteurs gouvernementaux et non étatiques dans la mise en œuvre de la Décennie pendant la période 2021-2023. Le présent rapport donne un aperçu des progrès accomplis, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre des quatre domaines d'action et des quatre éléments facilitateurs du plan d'action de la Décennie, les nouveaux mécanismes de partage des connaissances et de collaboration entre les secteurs, ainsi que les mesures visant à établir des liens avec d'autres processus liés au vieillissement et programmes de développement à l'échelle mondiale. Il présente l'engagement des parties prenantes en faveur du vieillissement en bonne santé au cours de la Décennie.

Pour relever les défis imposés par la pandémie de COVID-19 et remédier aux lacunes et à la vulnérabilité de différents systèmes, notamment dans les domaines de la santé, des soins de longue durée, de la protection sociale, du travail, du logement et des transports, il faut un leadership politique fort et soutenu et une action coordonnée au sein des secteurs, entre eux et au-delà des frontières. Des progrès considérables ont été réalisés depuis 2021 ; les parties prenantes sont néanmoins appelées à miser sur les investissements pour renforcer les politiques et les programmes visant à favoriser le vieillissement en bonne santé. Au cours des trois prochaines années de la Décennie, des avancées significatives pourront ainsi être réalisées en vue d'atteindre les objectifs de développement durable (ODD) d'ici à 2030 et de veiller à ce que les personnes âgées ne soient pas laissées pour compte.

¹ <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N20/363/88/PDF/N2036388.pdf?OpenElement>.

I. Introduction

1. L'allongement de l'espérance de vie est l'une des plus grandes réussites de l'humanité. Tous les pays du monde connaissent une croissance à la fois du nombre et de la proportion de personnes âgées de 60 ans et plus. D'ici 2030, elles devraient être plus nombreuses que les jeunes à l'échelle mondiale et représenter le double du nombre d'enfants de moins de cinq ans. D'ici 2050, 2,1 milliards de personnes seront âgées de 60 ans et plus, dont 80 % vivent dans des pays à revenu faible ou intermédiaire.

2. L'objectif n'est pas seulement que les personnes puissent vivre plus longtemps. Elles veulent aussi jouir d'une bonne santé et d'un bien-être. C'est cela vieillir en bonne santé. Entre 2000 et 2019, l'écart entre l'espérance de vie et l'espérance de vie en bonne santé à 60 ans est passé de 4,1 à 4,7 ans pour les hommes et de 5,3 à 6,0 ans pour les femmes².

3. La pandémie de COVID-19 a montré qu'il était urgent de mener une action multisectorielle mondiale concertée sur le vieillissement en bonne santé. La pandémie a réduit l'espérance de vie et l'espérance de vie en bonne santé³ en perturbant les services de soins de santé et, indirectement, en induisant des mesures pour contrôler la propagation du virus. Par exemple, 82 % des 15 millions de décès excédentaires dus à la COVID-19 dans le monde sont survenus chez des personnes âgées de 60 ans et plus⁴. Dans les pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), les décès dans le secteur des soins de longue durée représentaient 40 % de tous les décès dus à la COVID-19⁵. La moitié de toutes les interventions sanitaires essentielles pour les personnes âgées ont été perturbées en 2021⁶, et la solitude ainsi que la violence à l'égard des personnes âgées ont augmenté^{7, 8}.

4. Le 14 décembre 2020, l'Assemblée générale a adopté la résolution 75/131⁹ proclamant 2021-2030 Décennie des Nations Unies pour le vieillissement en bonne santé (« Décennie »). Elle a été précédée d'une décision (73/12)¹⁰ de l'Assemblée mondiale de la Santé du 3 août 2020, intitulée « Décennie du vieillissement en bonne santé 2020-2030 », qui a approuvé une proposition visant à instaurer la Décennie et un plan d'action assorti d'options et de stratégies volontaires à l'usage des gouvernements et d'autres parties prenantes, élaborés dans le cadre d'un processus inclusif, continu et collaboratif.

5. L'Assemblée générale a chargé l'OMS de diriger la mise en œuvre de la Décennie, en collaboration avec le Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, les commissions régionales, le

² <https://www.who.int/publications/i/item/9789240017900>.

³ <https://www.cepal.org/en/publications/48490-demographic-observatory-latin-america-and-caribbean-2022-population-trends-latin>.

⁴ Estimations modélisées de l'OMS du 1^{er} janvier 2020 au 31 décembre 2021.

⁵ <https://www.oecd.org/coronavirus/policy-responses/rising-from-the-covid-19-crisis-policy-responses-in-the-long-term-care-sector-34d9e049/>.

⁶ <https://www.who.int/publications/i/item/9789240015128> ; <https://www.who.int/teams/noncommunicable-diseases/sensory-functions-disability-and-rehabilitation/highlighting-priorities-for-ear-and-hearing-care> ; <https://www.who.int/publications/i/item/9789240032767> ; <https://www.who.int/publications/i/item/9789240050068>.

⁷ <https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/35533109/>.

⁸ https://www.who.int/publications/i/item/WHO-2019-nCoV-Violence_actions-2020.1.

⁹ <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N20/363/88/PDF/N2036388.pdf?OpenElement>. Toute référence ultérieure à la Décennie pour le vieillissement en bonne santé concerne la période 2021-2030.

¹⁰ [https://apps.who.int/gb/ebwha/pdf_files/WHA73/A73\(12\)-fr.pdf](https://apps.who.int/gb/ebwha/pdf_files/WHA73/A73(12)-fr.pdf).

Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), le Programme des Nations Unies pour le développement, le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat), l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes), et la Banque mondiale dans le cadre de leurs mandats respectifs, par le biais de mécanismes de coordination tels que le Groupe interinstitutions sur le vieillissement, conformément à son mandat et en consultation avec d'autres organisations et plateformes internationales et régionales compétentes. L'OMS a également été chargée d'établir des rapports sur la mise en œuvre de la Décennie en 2023, 2026 et 2029.

6. La Décennie offre aux parties prenantes une occasion limitée dans le temps de redoubler d'efforts pour permettre aux générations actuelles et futures de vivre plus longtemps et en meilleure santé et pour ne laisser aucune personne âgée de côté.

7. Le plan d'action de la Décennie contient quatre domaines d'action et quatre éléments facilitateurs fondés sur les données probantes issues du *Rapport mondial sur le vieillissement et la santé*, en cohérence avec la *Stratégie et le Plan d'action mondiaux de l'OMS sur le vieillissement et la santé (2016-2030)*¹¹, le Plan d'action international de Madrid de 2002 sur le vieillissement¹² et le Programme de développement durable à l'horizon 2030, et relie donc les initiatives des gouvernements et de leurs partenaires. Des informations supplémentaires sont disponibles sur la [page Web de la Décennie](#).

8. La Plateforme d'échange de connaissances de la Décennie permet de partager les connaissances et les données d'expérience et de favoriser la collaboration afin de s'appuyer sur l'élan politique et d'en tirer parti pour intensifier l'action mondiale sur des sujets liés au plan d'action de la Décennie.

9. Ce premier rapport d'étape est présenté conformément à la résolution [75/131](#)¹³ de l'Assemblée générale, qui invitait le Secrétaire général à informer l'Assemblée générale de la mise en œuvre de la Décennie. Il décrit les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de la Décennie au cours de la période 2021-2023. Il couvre les avancées au plan international, régional et national obtenues dans l'action menée pour la Décennie et trace la voie à suivre pour les trois prochaines années, dans le contexte du Programme 2030. Il examine également les possibilités en lien avec Notre programme commun, le Sommet de l'avenir, le projet de Sommet mondial pour le développement social, la Déclaration sur les générations futures¹⁴ et l'Appel à l'action en faveur des droits humains lancé par le Secrétaire général.

II. Progrès réalisés dans les domaines d'action du plan de la Décennie

10. Les pays ont réalisé d'importants progrès au cours des trois premières années de la Décennie (2021-2023), mais les défis liés au vieillissement en bonne santé continuent d'évoluer en raison de trois facteurs importants : i) la pandémie de COVID-19, avec ses répercussions sur la santé¹⁵, les soins et les déterminants sociaux

¹¹ <https://www.who.int/publications/i/item/9789241513500>.

¹² <https://unece.org/DAM/pau/MIPAA.pdf>, chap. I, résolution 1, annexes I et II.

¹³ <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N20/363/88/PDF/N2036388.pdf?OpenElement>.

¹⁴ <https://www.un.org/pga/76/2022/09/12/general-assembly-declaration-on-future-generations-pga-letter/>.

¹⁵ <https://www.who.int/publications/m/item/decade-connection-series-no1>.

de la santé ; ii) le changement climatique¹⁶ ; et iii) l'aggravation de l'insécurité¹⁷. Par exemple, en 2022, 4 % des 100 millions de personnes qui ont franchi les frontières en quête de protection internationale étaient des personnes âgées¹⁸.

11. L'année 2023 marque également le 20^e anniversaire de la deuxième Assemblée mondiale sur le vieillissement et l'achèvement du quatrième examen et évaluation du Plan d'action international de Madrid sur le vieillissement¹⁹.

12. Le secrétariat de la Décennie, situé à l'OMS, avec l'engagement résolu des membres du Groupe interinstitutions sur le vieillissement²⁰, a établi un plan opérationnel conjoint avec 22 entités des Nations Unies²¹, organisé des réunions trimestrielles et procédé à des examens en 2022 et 2023 pour évaluer les progrès, recenser les lacunes et les obstacles, et établir des priorités. Le premier plan d'action conjoint des Nations Unies sur le vieillissement et les documents connexes sont disponibles sur la Plateforme de la Décennie.

13. L'OMS, avec l'appui du Groupe consultatif technique pour la mesure, le suivi et l'évaluation de la Décennie pour le vieillissement en bonne santé (TAG4MHA) et du Comité directeur des Nations Unies pour la mesure, le suivi et l'évaluation de la Décennie pour le vieillissement en bonne santé, a mené une évaluation du processus dans 193 pays entre septembre 2022 et avril 2023 (ci-après, enquête sur le processus). Au 30 avril 2023, 136 États membres avaient participé à l'enquête, bien que seuls 131 aient répondu à toutes les questions de l'enquête. Pour calculer les pourcentages, seuls les pays ayant communiqué des données sur des indicateurs spécifiques ont été pris en compte.

14. Les faits nouveaux intervenus aux niveaux mondial, régional et national dans les quatre domaines d'action de la Décennie sont décrits ci-après. En agissant ensemble dans ces quatre domaines, nous pouvons ajouter la qualité (vie) à la quantité (années) et donner à tous une chance de mener une vie digne de ce nom, quel que soit l'âge. Ensemble, nous pouvons faire en sorte que chaque année compte – non pas par leur nombre, mais par la façon dont nous vivons et grandissons année après année.

Changer notre façon de penser, les sentiments que nous éprouvons et la façon dont nous agissons face à l'âge et au vieillissement

15. À l'échelle mondiale, une personne sur deux est âgiste²². En Europe, seule région pour laquelle des données sont disponibles, une personne sur trois déclare

¹⁶ <https://www.who.int/publications/m/item/decade-of-healthy-ageing-connection-series-no3>.

¹⁷ <https://www.who.int/publications/m/item/decade-of-healthy-ageing-connection-series-no2>.

¹⁸ <https://www.unhcr.org/global-trends>.

¹⁹ <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/LTD/N23/040/49/PDF/N2304049.pdf?OpenElement>.

²⁰ <https://www.un.org/development/desa/ageing/iaga.html>.

²¹ La Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), l'Organisation internationale du Travail (OIT), l'Organisation internationale pour les migrations, l'Union internationale des télécommunications (UIT), le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA), l'OCDE, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), les équipes de pays des Nations Unies, l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR), le Bureau de la coordination des Nations Unies pour le développement, le Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), le Programme des Nations Unies pour le développement, la Commission économique pour l'Europe (CEE), le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat), ONU Femmes, l'OMS et le Groupe de la Banque mondiale.

²² <https://www.who.int/teams/social-determinants-of-health/demographic-change-and-healthy-ageing/combating-ageism/global-report-on-ageism>.

avoir été la cible d'âgisme²³. L'âgisme imprègne de nombreuses institutions et de nombreux secteurs de la société, y compris la santé et les services sociaux, les lieux de travail, les médias, le système juridique, les communautés et les familles. Les personnes âgées sont souvent exclues de la collecte de données, et l'âgisme façonne ainsi la façon dont les statistiques et les données sont collectées, ventilées, déclarées et utilisées.

16. L'âgisme a des conséquences graves et profondes sur la santé, le bien-être et les droits des personnes. L'âgisme est associé à une espérance de vie réduite et à une détérioration de la santé physique et mentale, de la qualité de vie et de l'accès aux soins, à une augmentation de l'isolement social et de la solitude, à une expression restreinte de la sexualité et à des risques accrus de violence et d'abus. L'âgisme peut aussi contribuer à la pauvreté et à l'insécurité financière. Avec d'autres formes de discrimination, l'âgisme peut être particulièrement pénalisant pour les femmes âgées et les personnes âgées en situation de handicap.

17. En 2021, l'ONU a publié le *Rapport mondial sur l'âgisme*²⁴, qui fournit les meilleures données probantes sur la nature et l'ampleur de l'âgisme, ses déterminants et son impact. Il présente des stratégies permettant de prévenir et de contrer l'âgisme, et notamment des politiques et des lois, des interventions éducatives et des activités intergénérationnelles. Il recense les lacunes et propose des recherches futures pour une meilleure compréhension de l'âgisme et de la façon dont le phénomène peut être abordé dans tous les groupes d'âge, pays, cultures et contextes. Le rapport présente des recommandations spécifiques à l'intention des gouvernements, des organismes des Nations Unies et des organismes de développement, des organisations de la société civile, des entreprises, des instituts de recherche et des individus pour changer la façon dont les personnes pensent, ressentent et agissent face à l'âge et au vieillissement. Le rapport encourage à investir davantage dans trois secteurs d'interventions fondées sur des données probantes : les politiques et la législation, les contacts intergénérationnels et l'éducation.

18. Les politiques et la législation au niveau mondial, régional et national peuvent être utilisées pour lutter contre la discrimination et les inégalités fondées sur l'âge et protéger les droits humains partout dans le monde. Dans l'enquête sur le processus de 2023, 93 (70 %) sur 133 pays ont déclaré avoir mis en œuvre une politique, une stratégie ou un programme de lutte contre l'âgisme, et 105 (79 %) sur 133 pays disposaient d'une législation contre la discrimination fondée sur l'âge.

19. L'application ainsi que le suivi des progrès aux niveaux national et régional sont mis en place. Dans l'enquête sur le processus, 58 (44 %) sur 133 pays ont indiqué disposer d'une institution nationale pour les droits des personnes âgées (par exemple, un médiateur pour les personnes âgées, ou une commission ou un comité national des droits des personnes âgées). Au niveau régional, la Convention interaméricaine sur la protection des droits humains des personnes âgées a reçu sa 10^e ratification en 2023, déclenchant un examen des progrès réalisés dans la mise en œuvre par les États signataires. Ce processus devrait permettre d'établir des normes régionales minimales pour la protection des droits des personnes âgées et encourager la mise en place de politiques publiques et de cadres législatifs visant à réduire l'âgisme. En Amérique latine et dans les Caraïbes, les institutions fournissant une assistance juridique pour dénoncer et punir les maltraitements, la violence et la discrimination à l'égard des personnes âgées ont également fourni des informations pour la conception de

²³ Des données sur la prévalence sont disponibles sur le portail de données sur l'âgisme de la Plateforme de la Décennie : <https://www.decadeofhealthyageing.org/find-knowledge/resources/databases-repositories/detail/who-ageing-data-portal>.

²⁴ <https://www.who.int/teams/social-determinants-of-health/demographic-change-and-healthy-ageing/combating-ageism/global-report-on-ageism>.

programmes et d'actions visant à promouvoir les droits humains et à combattre la violence²⁵.

20. Les interventions axées sur le contact intergénérationnel, lorsqu'elles sont fondées sur des objectifs communs et un statut d'égalité, favorisent des interactions positives entre les générations pour réduire l'âgisme et travailler conjointement sur des questions telles que le développement durable. HelpAge international et Restless Development ont présenté 10 études de cas²⁶ et les enseignements tirés du rapprochement des générations. En octobre 2023, l'OMS publiera un guide sur le rapprochement intergénérationnel, avec 40 activités pour lutter contre l'âgisme et promouvoir la compréhension et le respect mutuel. La participation constructive de toutes les générations doit être encouragée durablement, et des manifestations comme le Sommet de l'avenir et le projet de Sommet mondial pour le développement social 2025 offrent l'occasion de renforcer la coopération au profit des générations actuelles et futures.

21. Les activités éducatives formelles et informelles peuvent dissiper les idées fausses sur les classes d'âge et réduire les préjugés et la discrimination. Des interventions éducatives ont été élaborées aux niveaux mondial, régional et national pour accroître les connaissances et les compétences afin de réduire l'âgisme²⁷. Par exemple, dans le cadre du programme Vieillir en bonne santé : impact au 21^e siècle, 1000 personnes, y compris des responsables gouvernementaux, des points focaux pour le vieillissement dans les ministères concernés, des membres du personnel des Nations Unies dans les bureaux de pays, des représentants d'organisations de la société civile, des universitaires, des travailleurs sociaux et des agents de santé ainsi que des personnes travaillant dans le secteur privé ont reçu une formation sur l'âgisme et sur son incidence sur les réactions face au vieillissement. L'International Federation on Ageing, l'OMS et ses partenaires ont organisé des classes de maître sur l'âgisme en 2021 et 2022. Au niveau régional, la CEPALC, le Gouvernement du Costa Rica et l'Institut de recherche juridique de l'Université nationale autonome du Mexique ont organisé en 2021 un cours sur la promotion, la protection et l'exercice des droits humains des personnes âgées, qui comprenait un module sur la discrimination fondée sur l'âge et les aménagements raisonnables.

22. Dans toutes les régions, la collecte de données sur l'âgisme reste difficile, mais des progrès ont été réalisés. Les pays d'Amérique latine et des Caraïbes et les organisations de la société civile insèrent de plus en plus la question de la discrimination et des maltraitances dans les enquêtes, afin de donner une image plus réaliste du problème²⁸. L'OMS a établi une mesure interculturelle fiable et valable, qui est actuellement mise à l'essai.

23. La Décennie a joué un rôle catalyseur contre l'âgisme. Depuis mars 2021, 72 manifestations axées sur l'âgisme ont été organisées par des gouvernements, des entités des Nations Unies et la société civile. Des liens ont été établis entre les campagnes menées à l'échelle nationale, régionale ou mondiale contre l'âgisme afin de favoriser l'enrichissement mutuel et l'apprentissage^{29, 30}. Le rapport de synthèse régional de la CEE pour le Plan d'action international de Madrid sur le vieillissement,

²⁵ <https://www.cepal.org/en/publications/48568-ageing-latin-america-and-caribbean-inclusion-and-rights-older-persons>.

²⁶ <https://www.helpage.org/what-we-do/society-for-all-ages/bringing-generations-together-for-change/>.

²⁷ <https://openwho.org/courses/HealthyAgeing4Impact-Registration>.

²⁸ <https://www.cepal.org/en/publications/48568-ageing-latin-america-and-caribbean-inclusion-and-rights-older-persons>.

²⁹ <https://www.decadeofhealthyageing.org/find-knowledge/innovation/advocacy-campaigns>.

³⁰ <https://www.who.int/publications/m/item/campaigning-to-tackle-ageism>.

qui représente 40 pays, note que, dans le cadre de la Campagne mondiale de lutte contre l'âgisme, les pays ont mené des actions de sensibilisation à l'âgisme et à ses conséquences graves et profondes sur la santé, le bien-être et les droits humains des personnes âgées.

24. Selon une enquête réalisée en février 2023 par le Secrétariat de la Campagne mondiale de lutte contre l'âgisme, basé à l'OMS, 80 % des 815 personnes interrogées dans 88 pays ont approuvé les messages de la campagne, et 88 % des personnes interrogées ont indiqué qu'elles souhaitaient agir contre l'âgisme avec l'ONU et ont fourni des suggestions constructives qui seront utilisées dans la campagne.

Faire évoluer les communautés de façon à favoriser les capacités des personnes âgées

25. L'environnement physique et l'environnement social ont une influence majeure sur la façon dont les personnes vieillissent. Les environnements adaptés aux personnes âgées sont de meilleurs endroits où grandir, vivre, travailler, jouer et vieillir : ils leur permettent de bien vieillir dans un lieu qui convient, de continuer à s'épanouir personnellement, d'être intégrées et de contribuer à la vie de leur communauté en toute indépendance et en bonne santé. Les environnements adaptés aux personnes âgées exigent une action dans de nombreux secteurs – santé, soins de longue durée, transports, logement, travail, protection sociale et soutien, information et communication – au niveau national, infranational et local des pouvoirs publics et par les personnes âgées et les organisations qui les représentent, la communauté au sens large, les gouvernements, la société civile, les organisations internationales, les professionnels, les établissements universitaires, les médias et le secteur privé.

26. Les mesures qui peuvent permettre aux communautés de favoriser les capacités des personnes âgées renforcent les actions visant à répondre à d'autres programmes de développement : le Programme de développement durable à l'horizon 2030, le Nouveau Programme pour les villes, le Plan d'action international de Madrid sur le vieillissement et le Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement et Atteindre le bien-être³¹. Lorsque les personnes âgées sont associées aux actions communautaires visant à promouvoir des modes de vie sains tels que l'activité physique^{32, 33}, la prévention et la gestion des maladies non transmissibles et des chutes³⁴ et à assurer que les personnes atteintes de démence ne sont pas laissées pour compte³⁵, elles favorisent également la santé et le bien-être au cours de la vieillesse.

27. Le plan d'action de la Décennie appelle les villes et les communautés à prendre des mesures pour devenir des endroits où il fait bon vieillir et les gouvernements nationaux à apporter un appui par le biais de programmes nationaux. Dans l'enquête sur le processus, 91 (68 %) sur 133 pays disposaient de politiques nationales, d'une législation, d'une stratégie ou d'un programme pour la mise en place d'environnements adaptés aux besoins des personnes âgées.

28. Au niveau local, le Réseau mondial des villes et des communautés amies des aînés s'est étendu, malgré la pandémie de COVID-19 et d'autres défis, plus de 200 villes et communautés s'étant engagées à créer un environnement plus adapté aux besoins des personnes âgées depuis le début de la Décennie. En mai 2023, il y avait

³¹ https://cdn.who.int/media/docs/default-source/health-promotion/framework4wellbeing_05apr23_french.pdf?sfvrsn=c602e78f_14&download=true.

³² <https://www.who.int/publications/i/item/9789240064096> et <https://www.who.int/publications/i/item/9789240064119>.

³³ <https://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/272722/9789241514187-eng.pdf>.

³⁴ <https://www.who.int/publications/i/item/978924002191-4>.

³⁵ <https://www.who.int/publications/i/item/9789240031531>.

1 500 villes et communautés amies des aînés dans 51 pays, couvrant plus de 300 millions de personnes. Le Réseau mondial compte 18 programmes affiliés dans des gouvernements nationaux ou régionaux, la société civile, des réseaux de villes ou des organismes de recherche dans les États Membres de l'OMS qui promeuvent des environnements amis des aînés aux niveaux infranational, régional, national ou international.

29. Des mesures visant à assurer une participation constructive des personnes âgées au développement durable, en particulier à la création de villes amies des aînés, ont été encouragées pour « reconstruire en mieux » après la pandémie³⁶. Par exemple, en Amérique latine et dans les Caraïbes, des pays ont créé des espaces de participation, adapté la signalisation et le mobilier urbain et créé des réseaux de services communautaires pour promouvoir un vieillissement actif et en bonne santé³⁷.

30. De nouvelles orientations, des études de cas et un soutien ont été publiés depuis la proclamation de la Décennie. Par exemple, 623 cas sont désormais disponibles dans la base de données mondiale sur les pratiques amies des aînés, soit 274 de plus qu'en 2020. L'AARP, HelpAge International et l'Organisation panaméricaine de la Santé ont mis au point un ensemble d'outils pour des interventions à faible coût ou sans coût en faveur des personnes âgées³⁸. L'OMS a publié un ensemble d'outils pour favoriser l'inclusion des personnes atteintes de démence dans les programmes adaptés aux aînés³⁹. En mars 2023, l'OMS a publié un guide intitulé *National programmes for age-friendly cities and communities: a guide* et des outils connexes pour fournir une orientation aux autorités nationales chargées de créer ou d'appuyer des programmes nationaux. Le guide comprend des suggestions pour une participation significative des personnes âgées ; des exemples concrets de programmes nationaux de villes et de communautés amies des aînés ; et les mesures à envisager pour créer un nouveau programme national ami des aînés ou pour renforcer ceux existants. Un événement parallèle organisé par la CEE et l'OMS lors du Forum régional sur le développement durable 2023 intitulé « Vers des villes et des communautés durables adaptées aux personnes âgées »⁴⁰ a permis de montrer comment l'investissement dans des environnements adaptés aux personnes âgées contribuait à rendre les villes inclusives, sûres, résilientes et durables (ODD 11). D'autres ateliers régionaux sont organisés pour mieux faire connaître le guide et les ressources connexes. Des pays élaborent des programmes nationaux pour des villes et des communautés adaptées aux personnes âgées⁴¹. Outre la formation à l'échelle locale et nationale sur les villes et les communautés adaptées aux personnes âgées, un mentorat et une formation aux niveaux mondial et régional ont été dispensés pour renforcer la capacité d'évaluer, de planifier, de mettre en œuvre, de suivre et d'évaluer les villes et les communautés adaptées aux personnes âgées^{42, 43, 44}.

³⁶ https://unhabitat.org/sites/default/files/2021/04/report_egm_ageing_and_inclusion.pdf.

³⁷ <https://www.cepal.org/en/publications/48568-ageing-latin-america-and-caribbean-inclusion-and-rights-older-persons>.

³⁸ <https://www.decadeofhealthyageing.org/find-knowledge/support/toolkits/detail/let-s-go!-steps-for-engaging-older-people-and-improving-communities-for-all-ages>.

³⁹ <https://www.who.int/publications/i/item/9789240031531>.

⁴⁰ <https://unece.org/population/events/towards-age-friendly-sustainable-cities-and-communities>.

⁴¹ <https://www.who.int/teams/social-determinants-of-health/demographic-change-and-healthy-ageing/age-friendly-environments/national-programmes-afcc>.

⁴² <https://www.decadeofhealthyageing.org/find-knowledge/support/training-programmes/detail/age-friendly-environments-echo-programme> ; <https://openwho.org/courses/HealthyAgeing4Impact-Registration>.

⁴³ <https://www.decadeofhealthyageing.org/find-knowledge/support/training-programmes?dhaactionareas=3c3d36de-d444-4635-848f-eb669e9a2bd5>.

⁴⁴ <https://extranet.who.int/agefriendlyworld/mentor-afe/>.

Mettre en place des soins intégrés et des services de santé primaires centrés sur la personne qui répondent aux besoins des personnes âgées

31. Les personnes âgées doivent être incluses dans la mise en place de la couverture sanitaire universelle (CSU), dont les soins de santé primaires sont la pierre angulaire. La Déclaration politique de 2019 sur la couverture sanitaire universelle ([A/RES/74/2](#)) est un engagement à favoriser un vieillissement actif et en bonne santé et à ne laisser personne de côté, y compris les personnes âgées. La Décennie du vieillissement en bonne santé apporte une contribution majeure à cet engagement.

32. Pour que la CSU soit véritablement universelle, les systèmes de santé doivent fournir des soins centrés sur la personne afin de garantir que les soins de santé sont intégrés et coordonnés avec les soins sociaux, sans poser de difficultés financières. Les approches actuelles des soins de santé axées sur la guérison des maladies et l'absence d'interventions pour prévenir, ralentir ou inverser la diminution des capacités physiques et mentales empêchent l'amélioration de la santé et du bien-être chez les personnes âgées. Le plan d'action de la Décennie préconise le recours à l'approche des « soins intégrés pour les personnes âgées » (SIPA) pour renforcer les systèmes de santé et sociaux et coordonner la prestation de services afin de garantir que les personnes âgées sont intégrées dans les services de santé essentiels tout au long du continuum de soins (prévention ; promotion ; soins curatifs, de réadaptation, palliatifs et de fin de vie), en tenant compte des implications pour la disponibilité et la compétence des personnels de santé et d'aide à la personne.

33. Une évaluation complète des besoins des personnes en matière de soins de santé et de services sociaux est au cœur des soins intégrés, centrés sur la personne pour les personnes âgées. L'enquête sur le processus a montré que 82 (62 %) sur 133 pays avaient mis en place une politique, une législation, une stratégie ou un programme d'évaluation complète des besoins des personnes âgées en matière de soins de santé et de services sociaux.

34. Pour garantir la fourniture de soins intégrés, l'OMS soutient les pays avec une série d'outils, notamment les lignes directrices sur les soins intégrés pour les personnes âgées (SIPA) pour gérer la diminution des capacités intrinsèques dans la communauté, le cadre de mise en œuvre des SIPA pour les décideurs et les gestionnaires de programme, et le manuel sur les SIPA pour les personnels de santé et d'aide à la personne et son application mobile.

35. L'approche SIPA a été testée dans un certain nombre de pays. En 2022, 260 personnels de santé et d'aide à la personne et 259 travailleurs des systèmes et services dans 35 États membres ont rendu compte de la mise en œuvre de l'approche SIPA. S'il a été constaté que l'approche pouvait être adaptée à différents contextes et qu'elle était appréciée par les personnes âgées et les personnels de santé et d'aide à la personne, des domaines où des améliorations pouvaient être apportées ont été relevés, notamment le développement des ressources humaines pour remédier aux pénuries de personnel, le manque de temps, de compétences et de financement, l'utilisation de la technologie numérique et le manque de coordination entre les systèmes de soins de santé et de protection sociale.

36. Un programme de formation pour les personnels de santé et d'aide à la personne renforce leurs connaissances et leurs compétences et introduit les SIPA dans la pratique quotidienne, adapté en fonction du contexte local. Le programme est mis à l'essai afin d'améliorer le dépistage, l'évaluation, la conception de soins personnalisés et la gestion des divers besoins des personnes âgées en soins primaires. Le programme comprend un module « formation des formateurs » pour doter les futurs formateurs des compétences nécessaires et diffuser la démarche axée sur les SIPA.

37. Les États Membres et l'enquête sur le processus ont souligné qu'il importait de renforcer les personnels de santé et d'aide à la personne pour la population vieillissante. Dans l'enquête, 84 (64 %) sur 131 pays disposaient de plans visant à renforcer les capacités du personnel en gériatrie et en gérontologie, tandis que 74 (56 %) pays disposaient de lignes directrices nationales pour l'organisation des soins gériatriques et de cadres de compétences nationaux pour les aidants professionnels en gériatrie. Des possibilités de formation existent, notamment le cours de formation de l'OMS sur les produits d'assistance, une plateforme d'apprentissage en ligne en libre accès, établie en 2022.

38. Un certain nombre de résolutions et de rapports sur l'inclusion des personnes âgées ont été adoptés pour veiller à ce que la CSU recouvre la santé bucco-dentaire, les programmes pour les personnes handicapées⁴⁵ et la réadaptation⁴⁶. Le *Rapport mondial sur les technologies d'assistance* publié par l'UNICEF et l'OMS en 2022 présente une analyse de l'accès actuel aux technologies d'assistance et des besoins et avantages de la technologie pour les personnes âgées, y compris le retour sur investissement⁴⁷. Dans l'enquête sur le processus, 86 (65 %) sur 131 pays ont indiqué qu'ils fournissaient gratuitement des équipements et des technologies d'assistance dans le secteur public aux personnes âgées, et 92 (72 %) pays ont indiqué qu'ils fournissaient gratuitement des services ambulatoires, des produits pharmaceutiques et/ou d'autres fournitures médicales. Dans la même enquête, 87 (65 %) sur 133 pays ont déclaré disposer d'une politique, d'une législation, d'une stratégie ou d'un programme d'appui à l'intégration des soins palliatifs dans les systèmes de santé nationaux.

39. Le Consortium clinique de l'OMS sur le vieillissement en bonne santé, un groupe de 70 experts mondiaux, appuie l'OMS dans la recherche et la pratique clinique liées au vieillissement en bonne santé en partageant des données, en analysant la capacité intrinsèque et ses implications pour la pratique clinique, en testant et en évaluant les interventions cliniques pour vieillir en bonne santé, et en renforçant les capacités des personnels de santé et d'aide à la personne.

Offrir aux personnes âgées qui en ont besoin un accès à des soins de longue durée

40. Une diminution importante des capacités physiques et mentales peut limiter la possibilité pour les personnes âgées de prendre soin d'elles-mêmes et de participer à la vie de la société. L'accès à la réadaptation, aux technologies d'assistance et à des environnements adaptés aux aînés peut améliorer leur situation ; cependant, de nombreuses personnes arrivent à un stade où elles ne sont plus capables de se prendre en charge sans assistance. L'accès à des soins de longue durée de bonne qualité est essentiel pour que ces personnes puissent conserver leurs aptitudes fonctionnelles, jouir de leurs droits humains fondamentaux et vivre dans la dignité. L'approche actuelle en matière de prestation de soins de longue durée repose principalement sur les soins informels, dispensés surtout par les familles (généralement les femmes), qui ne disposent pas toujours de la formation ou du soutien nécessaire pour fournir des soins appropriés et de bonne qualité, ce qui a des effets négatifs sur leur santé et leur bien-être. Ce modèle de soins souvent inéquitable n'est pas viable.

41. Le développement de systèmes de prestations de soins de longue durée est nécessaire pour atteindre les ODD, y compris l'ODD 3 sur la santé, l'ODD 5 sur l'égalité entre les sexes et l'ODD 8 sur le travail décent. Ces systèmes sont également nécessaires pour la mise en œuvre du Plan d'action international de Madrid sur le

⁴⁵ https://apps.who.int/gb/ebwha/pdf_files/WHA74/A74_R8-fr.pdf.

⁴⁶ <https://www.who.int/news/item/27-05-2023-landmark-resolution-on-strengthening-rehabilitation-in-health-systems> https://apps.who.int/gb/ebwha/pdf_files/EB152/B152%2810%29-fr.pdf.

⁴⁷ <https://www.gate-tap.org/>.

vieillessement et pour la prestation de soins palliatifs et de soins aux personnes handicapées. Selon l'OIT, les lacunes dans la prestation de services de soins de longue durée touchent 205 millions de personnes âgées⁴⁸.

42. Les cadres nationaux et régionaux peuvent renforcer l'offre de soins de longue durée. Dans l'enquête sur le processus, 95 (71 %) sur 133 pays disposaient de politiques nationales, d'une législation, d'une stratégie ou d'un programme en matière de soins de longue durée pour les personnes âgées. En 2022, dans la Déclaration ministérielle de Rome, les pays de la CEE ont identifié l'accès aux soins de longue durée et l'appui aux aidants et aux familles comme l'une des trois priorités du cinquième cycle de mise en œuvre du Plan d'action international de Madrid sur le vieillissement en 2022-2027⁴⁹. La Commission européenne a adopté la stratégie européenne en matière de soins⁵⁰ afin de garantir des services de soins de qualité, abordables et accessibles dans les pays de l'Union européenne et améliorer la situation des bénéficiaires et des prestataires de soins. La Commission européenne a également formulé une recommandation sur les soins de longue durée, qui a été adoptée par le Conseil. Elle propose des mesures visant à rendre les soins plus accessibles, plus abordables et de meilleure qualité, notamment en milieu rural et dans les zones qui se dépeuplent, en assurant le respect des critères et des normes dans tous les lieux où sont dispensés des soins de longue durée et en favorisant l'autonomie et une vie indépendante⁵¹. Les États membres de l'Union européenne sont en train de réexaminer leurs politiques nationales. Pour appuyer la mise en œuvre des recommandations, la stratégie en matière de soins prévoit notamment l'établissement d'un partenariat stratégique avec l'OMS pour aider les pays à concevoir et à mettre en œuvre des mesures en faveur de soins de longue durée de qualité, y compris des services de soins intégrés.

43. Le renforcement des capacités est essentiel pour la prestation de soins de qualité. Les systèmes de santé et de protection sociale représentent 130,2 millions d'emplois dans le monde (3,9 % de l'emploi mondial), principalement occupés par des femmes⁵². Les salaires et les conditions de travail médiocres et le manque de personnel professionnellement qualifié sont des préoccupations de longue date dans le secteur des soins de longue durée. Dans l'enquête sur le processus, 83 (61 %) sur 136 pays disposaient de programmes de formation pour les aidants de personnes âgées afin d'améliorer les soins informels. Par exemple, sept pays d'Amérique latine et des Caraïbes (Argentine, Brésil, Chili, Costa Rica, Cuba, Guatemala et Mexique) ont des programmes de formation pour les aidants, qui ont permis d'accroître la formation des membres des familles et des communautés⁵³.

44. Les gouvernements ont amélioré la protection sociale des personnes âgées, notamment en élargissant les systèmes de retraite et les programmes de sécurité sociale et en fournissant un soutien aux aidants informels non rémunérés. L'ONU a également fourni des outils et un soutien. Par exemple, ONU Femmes a publié un

⁴⁸ https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/documents/publication/wcms_838653.pdf.

⁴⁹ https://unece.org/sites/default/files/2022-06/Rome_Ministerial_Declaration.pdf, pp. 6–8.

⁵⁰ <https://ec.europa.eu/social/main.jsp?langId=en&catId=89&furtherNews=yes&newsId=10382#navItem-relatedDocuments>.

⁵¹ <https://www.consilium.europa.eu/en/press/press-releases/2022/12/08/eu-ministers-adopt-recommendations-on-early-childhood-and-long-term-care/>.

⁵² https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/documents/publication/wcms_838653.pdf.

⁵³ <https://www.cepal.org/en/publications/48568-ageing-latin-america-and-caribbean-inclusion-and-rights-older-persons>.

ensemble d'outils sur la prestation rémunérée et non rémunérée de soins en 2022⁵⁴. L'OIT s'est penchée sur le travail décent pour les aidants professionnels rémunérés et a publié un rapport intitulé *Soins à autrui au travail : Investir dans les congés et services de soins à autrui pour plus d'égalité de genre dans le monde du travail*⁵⁵. Le rapport donne un aperçu global des lois, politiques et pratiques nationales en matière de soins, y compris les soins de longue durée, et recommande d'investir davantage. Toujours en 2022, l'OIT et l'OMS ont publié le premier rapport mondial sur les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes dans le secteur de la santé et des soins, montrant que ces secteurs étaient fortement féminisés et que les salaires moyens étaient inférieurs à ceux versés dans les secteurs économiques non féminisés⁵⁶. Un document de travail de l'OIT et de l'Association internationale de la sécurité sociale sur la protection sociale et les soins de longue durée examine l'adéquation, la gouvernance, l'administration, le financement et la sécurité sociale des personnels de santé et d'aide à la personne rémunérés et la couverture de protection sociale des aidants non rémunérés et bénévoles⁵⁷. Le FNUAP a étudié les systèmes de vieillissement en bonne santé et de soins de longue durée en Afrique de l'Est et en Afrique australe afin d'évaluer l'état de préparation et la réactivité des systèmes de soins de longue durée face aux besoins des personnes âgées⁵⁸. L'OMS a publié un cadre pour parvenir à un continuum de soins de longue durée en facilitant l'intégration des services de soins de longue durée dans les systèmes de santé et de protection sociale⁵⁹.

45. Les parties prenantes et les experts mondiaux et nationaux contribuent par le biais de divers forums et réseaux libres d'accès. L'OMS consulte des experts mondiaux du Réseau mondial sur les soins de longue durée sur la création de modèles de soins de longue durée équitables et durables pour les personnes âgées. Un certain nombre de webinaires et de réunions virtuelles d'États Membres et d'experts de divers aspects et questions liés aux soins de longue durée ont été organisés par l'Association internationale de la sécurité sociale et le Bureau régional de l'OMS pour l'Europe. La CEE a organisé un séminaire sur le vieillissement en 2022 avec les États membres, les partenaires des Nations Unies et les organisations de la société civile sur la qualité des soins de longue durée⁶⁰.

46. De nombreux pays ont fait des progrès dans le domaine de la législation et de la création d'infrastructures⁶¹, mais la mise en place de systèmes de soins de longue durée est encore limitée dans la plupart des pays, comme cela est devenu évident pendant la pandémie. Des recherches devraient être menées sur les modèles de soins pour les personnes âgées et sur la promotion des soins de longue durée en tant qu'investissement social et économique positif et source d'emplois. Des registres nationaux devraient être créés pour les institutions et les travailleurs spécialisés dans les soins de longue durée, avec une législation nationale et des mécanismes administratifs pour réglementer leur travail afin de garantir le plein respect des droits

⁵⁴ <https://www.unwomen.org/en/digital-library/publications/2022/07/a-toolkit-on-paid-and-unpaid-care-work>.

⁵⁵ https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/documents/publication/wcms_838653.pdf.

⁵⁶ <https://www.who.int/publications/i/item/9789240052895>.

⁵⁷ <https://www.social-protection.org/gimi/RessourcePDF.action?id=57859>.

⁵⁸ <https://esaro.unfpa.org/en/publications/rapid-review-healthy-ageing-and-long-term-care-systems-east-and-southern-africa>.

⁵⁹ <https://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/349911/9789240038844-eng.pdf>.

⁶⁰ <https://unece.org/info/Population/events/362735>.

⁶¹ <https://www.cepal.org/en/publications/48568-ageing-latin-america-and-caribbean-inclusion-and-rights-older-persons>.

humains des personnes âgées vivant en institution⁶². Les trois prochaines années seront l'occasion de renforcer l'accès à des informations fiables et à jour sur la nécessité des soins de longue durée et de réfléchir à la construction sociale des soins de longue durée et des soins en tant que droit humain.

Aborder les questions qui recoupent les quatre domaines d'action

47. Les quatre domaines d'action sont interdépendants et se renforcent mutuellement, et des progrès sur un certain nombre de questions ne peuvent être réalisés si des mesures ne sont pas prises dans ces quatre domaines.

48. **Maltraitance des personnes âgées**⁶³. En 2022, l'OMS, le Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies, le HCDH, le FNUAP et ONU-Femmes ont publié un document intitulé « *Lutter contre la maltraitance des personnes âgées : cinq priorités pour la Décennie des Nations Unies pour le vieillissement en bonne santé (2021-2030)* », notant que, selon les estimations, une personne sur six âgée de 60 ans et plus est victime chaque année de maltraitance dans la communauté. Les cinq priorités sont les suivantes : combattre l'âgisme ; produire des données plus nombreuses et de meilleure qualité sur la prévalence et sur les facteurs de risque et de protection ; développer et mettre en œuvre à grande échelle des solutions rentables ; établir un dossier d'investissement ; et recueillir des fonds. Pour déterminer les actions prioritaires, ils ont cartographié les données probantes, ainsi que leurs lacunes, sur la prévalence, les conséquences, les déterminants et les interventions en matière de maltraitance des personnes âgées. Un « accélérateur d'intervention » a été mis en place, et les gouvernements et les chercheurs de huit pays vont tester plusieurs interventions susceptibles d'être transposées à plus grande échelle, car aucune intervention n'a encore fait la preuve de son efficacité. Un meilleur instrument est en cours d'élaboration pour mesurer la prévalence de la maltraitance dans les études multipays. Un module permettant de mesurer la maltraitance à l'égard des femmes âgées a été mis au point, et sera testé dans 10 pays.

49. **Isolement social et solitude**. Une note de sensibilisation élaborée pour la Décennie par l'OMS, l'UIT et le Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies porte notamment sur la prévalence et l'impact sur la santé de l'isolement social et de la solitude sur les personnes âgées, et étudie des stratégies visant à réduire l'isolement, la solitude, la dépression et les idées suicidaires en améliorant les liens sociaux. Des initiatives ont été conçues pour réduire l'isolement social et la solitude. Des « ministres de la solitude » ont été nommés au Japon et au Royaume-Uni ; une initiative mondiale sur la solitude et les liens⁶⁴ a été lancée par 16 organisations nationales ; et de nombreux pays ont élaboré ou sont en train d'élaborer des stratégies et des politiques nationales pour lutter contre l'isolement social et la solitude. Il n'y a cependant pas d'action mondiale. L'OMS et ses partenaires cartographient les données probantes et les lacunes en matière d'interventions numériques et personnelles pour faire face au problème. Fin 2023, l'OMS lancera la Commission sur le lien social, qui appuiera la Décennie et pilotera l'action mondiale sur cette question.

50. **Les urgences humanitaires** se multiplient dans le monde entier et les personnes âgées sont gravement touchées. Selon l'aperçu humanitaire mondial du Bureau des

⁶² <https://www.cepal.org/en/publications/48568-ageing-latin-america-and-caribbean-inclusion-and-rights-older-persons>.

⁶³ L'OMS définit la maltraitance des personnes âgées comme un acte unique ou répété ou l'absence d'intervention appropriée, dans le cadre d'une relation censée être une relation de confiance, qui entraînent des blessures ou une détresse morale pour la personne âgée qui en est victime.

⁶⁴ <https://www.gilc.global/>.

Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires^{65,66}, 26 millions de personnes âgées vivent chaque année une catastrophe, mais sont souvent négligées dans les interventions d'urgence. Le rapport du HCR sur les tendances mondiales en 2022 indique que 108,4 millions de personnes avaient été contraintes de fuir les conflits et la violence et que 4 % des personnes qui franchissaient les frontières à la recherche d'une protection internationale étaient âgées⁶⁷. Pour mieux comprendre ce qu'il fallait faire, le HCR a réalisé une étude sur la situation des personnes âgées en déplacement en Amérique latine, intitulée *A claim to dignity: Ageing on the move*, avec un appel à l'action et un programme de formation régional pour promouvoir leurs droits. Plusieurs initiatives ont été prises pour faire face aux situations d'urgence, et contribuent à la Décennie des Nations Unies pour le vieillissement en bonne santé, mais il reste encore beaucoup à faire. Le *Deuxième Forum mondial sur les réfugiés* en 2023 sera l'occasion pour les États d'accroître la protection internationale des personnes âgées en situation de déplacement forcé.

51. **Démence.** Les pays à revenu faible ou intermédiaire ont du mal à répondre aux besoins croissants des personnes atteintes de démence. Dans l'enquête sur le processus, seuls 26 % des pays (n = 50) disposaient d'un plan national pour la démence en 2021, alors qu'ils devraient être 75 % pour atteindre la cible du *Plan mondial d'action de santé publique contre la démence 2017–2025*. La plateforme d'échange de connaissances de l'Observatoire mondial de la démence de l'OMS a été mise en place pour appuyer la mise en œuvre du plan d'action contre la démence⁶⁸. Elle comprend un mécanisme pour veiller à ce que les points de vue des personnes âgées atteintes de démence soient entendus et pris en compte. Pour accélérer la riposte, l'OMS a également mis au point des outils pour créer une société attentive aux personnes atteintes de démence et encourage leur adoption et leur mise en œuvre.

III. Renforcement de la participation des parties prenantes par le biais des éléments facilitateurs de la Décennie

52. La collaboration dans les domaines d'action est appuyée par quatre éléments facilitateurs, qui aident à élaborer une approche coordonnée et intégrée pour vieillir en bonne santé.

53. **Renforcer la voix et la participation constructive des personnes âgées.** Un certain nombre d'organismes des Nations Unies collaborent pour soutenir les processus liés à la voix et à la participation constructive des personnes âgées, comme un projet pilote de vidéos participatives qui a permis à des personnes âgées au Canada, en Jordanie et au Togo de réaliser des films sur les questions liées au vieillissement en bonne santé qu'elles considéraient comme les plus importantes. L'OMS a également mis au point un ensemble d'outils pour l'utilisation de la vidéo participative afin d'assurer une participation constructive des personnes âgées⁶⁹. Un document de travail sur « la participation constructive » et sa garantie dans la Décennie est en cours d'examen.

54. **Favoriser le leadership dans tous les secteurs et à tous les niveaux.** L'UIT, l'OIT, le HCDH, le Département des affaires économiques et sociales de l'Organisation des Nations Unies, le Forum économique mondial et l'OMS ont lancé

⁶⁵ <https://2021.gho.unocha.org/>.

⁶⁶ <https://2021.gho.unocha.org/global-trends/older-people/>.

⁶⁷ <https://www.unhcr.org/sites/default/files/2023-06/global-trends-report-2022.pdf>.

⁶⁸ <https://globaldementia.org/en>.

⁶⁹ <https://www.decadeofhealthyageing.org/find-knowledge/support/toolkits/detail/participatory-video-for-meaningful-engagement-of-older-people-a-toolkit>.

l'initiative Healthy Ageing 50, qui célèbre 50 dirigeants qui transforment le monde en un endroit où il fait bon vieillir⁷⁰. Plus de 500 candidatures ont été évaluées par un groupe d'experts issus d'organisations internationales, et les 50 dirigeants ont été annoncés en 2022, à l'occasion du 20^e anniversaire du Plan d'action international de Madrid sur le vieillissement et de la deuxième année de la Décennie.

55. Permettre aux parties prenantes de trouver, de partager et de coproduire des connaissances. Une plateforme multilingue (la Plateforme)⁷¹ a été lancée en septembre 2021 pour permettre aux parties prenantes de trouver, de partager et de coproduire des connaissances sur le vieillissement en bonne santé. La Plateforme contient diverses informations (par exemple, des lignes directrices, les voix de personnes âgées, des formations, des exemples de bonnes pratiques) provenant de différents secteurs, disciplines, contextes et langues, afin de garantir que les décideurs, les praticiens et les autres parties prenantes puissent jouer leur rôle dans la promotion du vieillissement en bonne santé. La Plateforme compte actuellement 894 articles. Plusieurs manifestations virtuelles et en personne ont été organisées pour diffuser des connaissances. Par exemple, l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR) a organisé une série de tables rondes virtuelles intitulées « Intégration des connaissances sur le vieillissement » avec ses centres internationaux de formation pour les autorités et les dirigeants, le Département des affaires économiques et sociales de l'Organisation des Nations Unies, le FNUAP, l'OIM, ONU-Femmes, le HCR, l'OMS, l'UIT, le HCDH, les Groupes d'États amis des personnes âgées à New York et à Genève, l'International Network for the Prevention of Elder Abuse, l'International Longevity Center Global Alliance, le Comité des ONG sur le vieillissement et la Fondation de l'Initiative mondiale sur le vieillissement⁷². Les cinq tables rondes ont donné un aperçu de la situation actuelle en matière de protection et d'inclusion des personnes âgées et des possibilités de renforcer les synergies et de mobiliser d'autres acteurs.

56. Renforcer les données sur le vieillissement en bonne santé. Un « portail de données sur le vieillissement », qui fait partie de la Plateforme de la Décennie des Nations Unies pour le vieillissement en bonne santé, fournit des données sur les indicateurs mondiaux pour le suivi de la santé et du bien-être des personnes âgées de 60 ans et plus. Avec des cartes, des graphiques et des tableaux, le portail offre des options personnalisées pour la visualisation et l'analyse des données. Les résultats accroîtront la visibilité des personnes âgées et éclaireront les mesures visant à améliorer leur santé et leur bien-être dans les pays, conformément aux engagements pris au niveau mondial, régional et national. Le portail de données contient également des profils de pays détaillés. En 2022, l'OMS a créé le TAG4MHA, un groupe multidisciplinaire de 20 experts qui évalue les données probantes et formule des recommandations pour mesurer le vieillissement en bonne santé et suivre et évaluer la Décennie et ses quatre domaines d'action. Avec les conseils d'un groupe directeur composé du Département des affaires économiques et sociales de l'ONU, du FNUAP, d'ONU-Femmes, de l'OIT, de l'UIT et de l'OCDE, il a élaboré un projet d'indicateurs et publiera un ensemble d'outils pour le suivi et l'évaluation de la Décennie.

Coalitions nouvelles ou élargies

57. La Décennie a contribué à établir ou à renforcer les partenariats mondiaux en réunissant des gouvernements, des organisations de la société civile, des universités, le secteur privé et d'autres parties prenantes pour travailler ensemble au vieillissement en bonne santé. Au cours de la période considérée, les commissions

⁷⁰ <https://www.decadeofhealthyageing.org/topics-initiatives/other-initiatives/healthy-ageing-50>.

⁷¹ <https://www.decadeofhealthyageing.org/>.

⁷² <https://unitar.org/sustainable-development-goals/people/our-portfolio/ageing-older-people>.

régionales ont également joué un rôle moteur dans la création de synergies entre les programmes de développement et d'autres processus.

58. Le Plan d'action international de Madrid sur le vieillissement et la Décennie. Le quatrième examen et évaluation du Plan d'action international de Madrid sur le vieillissement a été l'occasion de renforcer les synergies entre les programmes. Certaines régions ont inclus des questions ayant trait aux plans nationaux pour la Décennie. Par exemple, la région de la CEE a inséré une question sur les plans d'action nationaux pour la mise en œuvre de la Décennie et a organisé un atelier en ligne sur les liens entre le Plan d'action international de Madrid sur le vieillissement, le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et la Décennie⁷³. Un soutien a été déclaré par 28 pays⁷⁴, qui ont souligné leurs contributions à la Décennie, principalement dans le cadre de leurs stratégies et activités en faveur d'un vieillissement actif et en bonne santé. Les pays de la CEE ont exprimé leur soutien à la Décennie au paragraphe 49 de la Déclaration ministérielle de Rome de 2022⁷⁵. Le rapport de synthèse régional de la CEE, qui porte sur 40 pays, a résumé les informations sur les collaborations thématiques, comme celle avec l'OMS sur la sensibilisation à l'âgeisme et à ses conséquences graves et profondes pour la santé, le bien-être et les droits des personnes âgées dans le cadre de la campagne mondiale de lutte contre l'âgeisme. La CESAP a inclus des questions sur la Décennie dans une enquête nationale volontaire sur l'application du Plan d'action international de Madrid sur le vieillissement dans la région du Pacifique occidental. Le document final du quatrième cycle d'examen et d'évaluation de l'application du Plan d'action de Madrid fait également référence à la Décennie⁷⁶ et les liens entre la Décennie et le Plan d'action de Madrid ont été renforcés au cours de la réunion intergouvernementale. Une brochure a été produite sur l'élaboration de politiques sur le vieillissement à l'aide d'une liste de contrôle et d'un modèle qui établit des liens avec la Décennie et d'autres initiatives régionales⁷⁷. La CESAP a lancé un cours d'apprentissage en ligne sur le thème « Concevoir des politiques inclusives sur le vieillissement de la population à l'aide d'une approche ascendante », avec des liens avec la Décennie⁷⁸. De nombreux pays ont élaboré ou mis à jour des stratégies et des plans d'action nationaux pour favoriser un vieillissement en bonne santé, en définissant des objectifs, des cibles et des mesures spécifiques pour les gouvernements afin d'améliorer la santé et le bien-être des personnes âgées dans les quatre domaines d'action. Par exemple, la CESAP a aidé la République démocratique populaire lao à mettre au point une stratégie sur le vieillissement et les Maldives à élaborer un plan d'action national pour les personnes âgées ; les deux font référence au vieillissement en bonne santé. La CESAP a lancé et met continuellement à jour un site Web consacré aux tendances démographiques, y compris le vieillissement de la population, qui comprend des données sur le vieillissement de la population et les personnes âgées, un répertoire des politiques sur le vieillissement⁷⁹ et une base de données sur les bonnes pratiques⁸⁰, qui incluent le vieillissement en bonne santé. Lors

⁷³ https://unece.org/fileadmin/DAM/pau/age/Review_and_appraisal/Guidelines_for_National_Reports-final_EN.pdf.

⁷⁴ Autriche, Belgique, Biélorussie, Canada, Chypre, Tchéquie, Allemagne, Espagne, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Finlande, France, Grèce, Irlande, Italie, Lettonie, Luxembourg, Monaco, Norvège, Pays-Bas (Royaume des), Portugal, République de Moldova, Roumanie, Slovaquie, Slovénie, Suède, Tadjikistan et Turquie.

⁷⁵ https://unece.org/sites/default/files/2022-06/Rome_Ministerial_Declaration.pdf.

⁷⁶ https://www.unescap.org/sites/default/d8files/event-documents/MIPAA_IGM.3_3_F_0.pdf.

⁷⁷ <https://www.unescap.org/kp/2023/practical-guide-developing-and-revising-policy-documents-older-people-asia-and-pacific>.

⁷⁸ <https://e-learning.unescap.org/thematicarea/detail?id=61>.

⁷⁹ <https://www.population-trends-asiapacific.org/policies>.

⁸⁰ <https://www.population-trends-asiapacific.org/policies/good-practices>.

de la réunion préparatoire de la cinquième Conférence intergouvernementale régionale sur le vieillissement et les droits des personnes âgées en Amérique latine, la CEPALC a débattu de la mise en œuvre de la Décennie, en coordination avec l'Organisation panaméricaine de la Santé.

59. **Le réseau Healthy Ageing Collaborative.** Un nouveau mécanisme visant à promouvoir et à renforcer les partenariats multisectoriels et multipartites pour favoriser le vieillissement en bonne santé et la mise en œuvre de la Décennie a été établi en septembre 2022. Les objectifs sont de mieux faire connaître la Décennie et ses liens avec d'autres programmes et mécanismes, notamment la *Stratégie mondiale et le plan d'action de l'OMS sur le vieillissement et la santé (2016-2030)*, le Plan d'action international de Madrid sur le vieillissement, le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et Notre Programme commun ; renforcer la coordination internationale sur le vieillissement en bonne santé et promouvoir la participation et la coopération multisectorielles ; encourager et appuyer la mise en œuvre au niveau des pays de la Décennie, notamment en atteignant les personnes là où elles vivent ; et reconnaître le rôle des personnes âgées, en veillant à ce qu'elles participent de manière constructive à la mise en œuvre de la Décennie.

60. **Droits humains des personnes âgées.** L'experte indépendante des Nations Unies sur l'exercice des droits humains par les personnes âgées, l'une des membres de l'initiative Healthy Ageing 50, a continué de promouvoir la protection des personnes âgées dans le cadre des activités qui lui ont été confiées et de lutter contre l'âgisme comme l'un des objectifs de la Décennie. L'experte indépendante a préparé deux rapports thématiques, l'un sur les droits humains des personnes âgées privées de liberté, destiné au Conseil des droits de l'homme et l'autre sur le droit à un logement convenable des personnes âgées, présenté à l'Assemblée générale en 2022. Elle s'est également rendue au Bangladesh et au Nigéria en 2022 et en République dominicaine en 2023 pour évaluer la situation des droits humains des personnes âgées dans ces pays. Elle présentera ses conclusions et recommandations au Conseil des droits de l'homme en septembre 2023.

61. Le groupe de travail à composition non limitée sur le vieillissement et les droits humains a été créé par l'Assemblée générale des Nations Unies en décembre 2010 pour « examiner le cadre international existant en matière de droits humains des personnes âgées et identifier les lacunes éventuelles et la meilleure façon d'y remédier, notamment en envisageant, le cas échéant, la faisabilité de nouveaux instruments et de nouvelles mesures ». Le groupe tient des sessions annuelles qui, entre 2021 et 2023, ont porté sur des sujets pertinents pour la Décennie, notamment le droit au travail, l'accès au marché du travail, l'accès à la justice, la sécurité économique, la contribution des personnes âgées au développement durable et, plus récemment, le droit à la santé, l'accès aux services de santé et l'inclusion sociale.

Contributions et nouveaux engagements des acteurs non étatiques

62. Divers acteurs non étatiques se sont officiellement engagés à participer à la Décennie. En voici quelques exemples :

63. **AARP International** appuie la Décennie de plusieurs façons, notamment en créant une base de données sur les plans d'action sur le vieillissement pour promouvoir l'adoption et l'amélioration des plans d'action sur le vieillissement par les gouvernements nationaux afin d'assurer des approches globales, inclusives et pangouvernementales. La base de données comprend des informations provenant de 40 juridictions et inclura à terme tous les plans connus. La base de données deviendra une ressource pour les pays qui souhaitent adopter des plans nationaux optimaux.

64. **Alzheimer's Disease International.** Bien que la démence ne fasse pas partie du vieillissement normal, l'âge est le premier facteur de risque de cette maladie. La démence est considérée comme une priorité de santé mondiale, et l'organisation milite pour de meilleures politiques et encourage l'investissement et l'innovation dans la recherche sur la démence. Chaque année, au mois de septembre, une campagne est menée pour sensibiliser, éduquer ou combattre les idées fausses sur la démence et sur des sujets tels que les sociétés intégrant la démence, l'amélioration des soins de longue durée et des soins intégrés, et l'impact disproportionné de la COVID-19 sur les personnes atteintes de démence. L'organisation collabore avec les associations de la maladie d'Alzheimer et de la démence pour défendre la cause de la démence en tant que priorité nationale, pour sensibiliser et pour offrir des soins et un soutien aux personnes atteintes de démence et à leurs aidants.

65. La **Coalition canadienne anti-âgisme**, lancée en novembre 2022, est un mouvement national de changement social visant à lutter contre l'âgisme et à protéger et renforcer les droits humains des personnes âgées. Dirigée par l'International Longevity Centre Canada et ses partenaires, avec un réseau de plus de 10 millions de Canadiens âgés, la coalition a pour objectif « un Canada exempt d'âgisme envers les personnes âgées ». Les objectifs sont notamment la lutte contre l'âgisme, selon le *Rapport mondial de l'OMS sur l'âgisme*, y compris l'adoption de lois, de politiques et de pratiques en faveur des droits humains, et le soutien à une convention des Nations Unies sur les droits des personnes âgées.

66. **Centre for Ageing Better** : Le Centre lance une campagne publique visant à modifier les attitudes négatives à l'égard du vieillissement et des personnes âgées, sur la base d'une analyse approfondie du public. Cette campagne comprend une journée d'action annuelle visant à sensibiliser à l'âgisme par l'intermédiaire d'une bibliothèque d'images positives sur l'âge, offrant un accès gratuit à plus de 3 000 photographies, qui ont été téléchargées plus de 240 000 fois. Le Centre soutient le réseau britannique des communautés amies des aînés, qui compte plus de 60 membres représentant plus de 23,5 millions de personnes. Il a lancé le programme intitulé Age-friendly Employer Pledge, l'Engagement des employeurs amis des aînés, qui a attiré plus de 150 entreprises.

67. La **Global Coalition on Ageing** représente un échantillon représentatif d'entreprises mondiales, notamment dans les secteurs de la technologie, des produits pharmaceutiques, des soins de santé, des soins à domicile, des finances et d'autres secteurs. Les parties prenantes de la société s'emploient à mieux faire connaître l'importance et les défis du vieillissement en bonne santé, de l'innovation et des possibilités économiques qu'offre la population vieillissante. Leur travail est aligné sur les domaines d'action de la Décennie. Il comprend un [plaidoyer sur la santé osseuse et la prévention des fractures secondaires](#), la vaccination tout au long de la vie, les maladies cardiovasculaires, la résistance aux antimicrobiens et le cancer. Le forum annuel de haut niveau sur l'« économie des seniors » encourage les investissements du secteur privé dans le vieillissement en bonne santé, la prestation de soins et le bien-être financier.

68. **HelpAge et partenaires** ont défendu la Décennie dans leur travail, en encourageant la [participation et l'autonomisation des personnes âgées](#). Ils ont pris des [mesures contre l'âgisme](#), en aidant les personnes âgées à dénoncer la discrimination et à [faire valoir leurs droits](#). Ils ont collaboré avec les gouvernements pour élaborer des stratégies et des politiques sur le vieillissement en bonne santé et renforcer les capacités des décideurs et des prestataires de services. Ils ont élaboré un cadre pour [instaurer la CSU dans un monde vieillissant](#) et ont encouragé le plaidoyer, de la base au niveau mondial. Ils ont mobilisé les personnes âgées et les communautés pour encourager [l'accès aux vaccins contre la COVID-19 et leur adoption](#). Ils ont élaboré

des guides de bonnes pratiques sur les collectivités-amies des aînés et se sont associés à divers acteurs pour rapprocher les générations.

69. L'**International Federation on Ageing** dirige les travaux dans des domaines liés à la santé tels que l'audition, la vaccination, la vision et la santé bucco-dentaire dans le contexte du vieillissement en bonne santé et dans les domaines d'action et les éléments facilitateurs de la Décennie. Elle jette des ponts entre les secteurs, les disciplines et les unités techniques pour mettre en œuvre un programme commun visant à améliorer la capacité fonctionnelle grâce à des environnements favorables. Le groupe appuie l'instauration de villes et de communautés amies des aînés, y compris par le mentorat, et met à l'essai un ensemble d'outils de partenariat de la Décennie pour sensibiliser et faire avancer le programme de vieillissement en bonne santé. Il dirige la formation d'une « alliance » entre les voix de la société civile et d'autres organismes afin d'influencer et de façonner les politiques tout au long de la Décennie.

70. L'**International Longevity Centre**, au Royaume-Uni, a lancé un « indice de vieillissement en bonne santé et de prévention », qui permet de classer 121 pays en fonction de six paramètres : durée de vie, durée de vie en bonne santé, durée de vie professionnelle, revenu, performance environnementale et bonheur. L'indice est un outil interactif en ligne qui montre dans quelle mesure les pays se sont adaptés à la longévité et demande aux gouvernements de rendre des comptes sur le vieillissement en bonne santé et la prévention. Les pays qui investissent davantage dans la santé préventive et la vaccination et qui bénéficient d'une meilleure CSU et d'un meilleur accès aux médecins sont mieux classés dans l'indice.

71. **Réseau Francophone des Villes Amies des Aînés.** Le réseau francophone des villes amies des aînés a lancé en 2021 le label "Ami des Aînés", qui est une norme basée sur un programme de l'OMS, afin d'évaluer les territoires déjà engagés dans les communautés amies des aînés et de répondre aux préoccupations exprimées par les retraités français. Plus de 80 autorités locales se sont engagées dans cette démarche. En 2021, un Fonds d'appui pour des territoires innovants seniors a été lancé. Il permet aux territoires d'obtenir des subventions pour améliorer leur environnement social et bâti au profit des personnes âgées. Plus de 200 projets ont bénéficié d'un soutien. En 2022, plus de 200 élus français ont réaffirmé leur volonté de prendre en compte le vieillissement dans les politiques publiques.

IV. Voie à suivre

72. Malgré les défis mondiaux, le monde a progressé dans la promotion du vieillissement en bonne santé au cours de la Décennie des Nations Unies pour le vieillissement en bonne santé (2021-2030), bien que le rythme soit inégal entre les régions et les pays.

73. Il est essentiel et urgent d'investir dans le vieillissement en santé si nous voulons améliorer les perspectives des générations actuelles et futures de personnes âgées.

74. L'enquête sur le processus de 2023 et d'autres processus mondiaux dont il est rendu compte dans le présent rapport indiquent que, pour maintenir l'élan et en tirer parti, l'Assemblée générale pourrait demander aux États Membres d'intensifier leur action, et notamment :

a) *Accélérer les efforts pour mettre en œuvre le programme de travail de la Décennie, y compris les quatre domaines d'action, en renforçant et en transformant la volonté politique en action* et en travaillant avec les décideurs de nombreux ministères, y compris ceux responsables de la santé, des services sociaux, du logement, de la protection sociale, des transports, du travail, de l'égalité entre les

sexes, des infrastructures, des villes et des communautés, de la technologie numérique, de l'éducation et des secours en cas de catastrophe, pour changer notre façon de penser, de ressentir et d'agir vis-à-vis de l'âge et du vieillissement, de faire en sorte que les communautés favorisent les capacités des personnes âgées, de fournir des soins intégrés centrés sur la personne et des services de santé primaires adaptés aux personnes âgées, et de permettre aux personnes âgées qui en ont besoin d'accéder aux soins de longue durée.

b) *Renforcer la coordination entre les parties prenantes et les secteurs* afin d'agir sur tous les déterminants du vieillissement en bonne santé grâce à des politiques et des plans multisectoriels efficaces et à des forums ou comités multipartites sur le vieillissement en bonne santé, y compris l'initiative "Healthy Ageing Collaborative" et la désignation de points focaux sur le vieillissement et la santé.

c) *Renforcer le partage des connaissances sur la Plateforme de la Décennie* afin de promouvoir l'apprentissage collectif, la collaboration et l'innovation, afin de permettre à toutes les parties prenantes et à tous les secteurs d'utiliser les connaissances partagées pour le développement sociétal.

d) *Renforcer la voix et la participation constructive des personnes âgées* et des associations de personnes âgées comme base de toute action sur le vieillissement en bonne santé.

e) *Aborder le vieillissement en bonne santé dans le contexte d'autres programmes mondiaux, tels que le changement climatique, la solidarité intergénérationnelle, le lien social, l'action humanitaire et la prévention et la maîtrise des maladies non transmissibles, y compris la démence*, en établissant des liens avec des instances comme le Sommet de l'avenir, la Déclaration sur les générations futures et le Sommet mondial pour le développement social proposé et en tirant parti des possibilités qu'elles offrent.

f) *Continuer de renforcer la coordination des Nations Unies à tous les niveaux et d'intensifier les activités de renforcement des capacités le cas échéant*, pour appuyer la mise en œuvre de la Décennie, avec d'autres programmes tels que le Plan d'action international de Madrid sur le vieillissement, et les droits humains des personnes âgées.

g) *Investir dans la mise en œuvre de la Décennie*, y compris au moyen de contributions volontaires, le cas échéant.

h) *Renforcer les mécanismes de responsabilisation* afin de garantir que les engagements politiques se traduisent par des changements réels et durables, *préparer le prochain rapport d'activité, en 2026, et continuer de renforcer les systèmes de données pour améliorer les rapports sur le vieillissement en bonne santé*.